

entrées libres

RENCONTRE

François
GEMENNE

Des cours
de gym
mixtes ?

DOSSIER

L'école & la solidarité

NOËL	3
• Mieux qu'une baguette magique...	
ÉDITO	4
• Titres et fonctions : adapter le décret !	
DES SOUCIS ET DES HOMMES	5
• Merci, Emmanuelle !	
• Benoit DE WAELE	
De la gestion du quotidien aux grands dossiers politiques	
• Stéphane VANOIRBECK	
Ma mission première : l'écoute des PO et de leurs besoins actuels	
ENTREZ, C'EST OUVERT !	8
• Une école verte !	
• Saved by the Bell	
MAIS ENCORE...	10
• Des cours de gym mixtes ?	
DOSSIER	
• L'école & la solidarité	
ATTENDEZ-VOUS À SAVOIR	11
• Un dispositif de haute voltige	
L'EXPOSÉ DU MOI(S)	12
• François GEMENNE	
Migrations : les politiques se fondent plus sur des perceptions que sur des réalités	
AVIS DE RECHERCHE	14
• RivEspérance	
RÉTROVISEUR	16
• Le Saint, le Chevalier et l'étoile filante	
Les fluctuations des modèles proposés aux jeunes	
ENTRÉES LIVRES	18
• Luce Wilquin ■ Concours	
• Les questions que se posent les jeunes sur l'islam	
SERVICE COMPRIS	19
• Pastorale scolaire : deuxième !	
• Une deuxième vie pour votre matériel pédagogique	
• Appel à projets	
HUME(O)UR	20
• Vive l'absurdité !	



MAIS ENCORE...

Des cours de gym mixtes ?



DOSSIER

L'école & la solidarité



L'EXPOSÉ DU MOI(S)

François GEMENNE
Migrations : les politiques se fondent plus
sur des perceptions que sur des réalités

entrées libres

Novembre 2016 / N°113 / 12^e année
Périodique mensuel (sauf juillet et août)
ISSN 1782-4346

entrées libres est la revue
de l'Enseignement catholique
en Communautés francophone
et germanophone de Belgique.
www.entrees-libres.be
redaction@entrees-libres.be

Rédacteur en chef et éditeur responsable
Conrad van de WERVE (02 256 70 30)
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles

Secrétariat et abonnements

Nadine VAN DAMME (02 256 70 37)
nadine.vandamme@segec.be

Création graphique

PAF!

Mise en page et illustrations

Anne HOOGSTOEL

Membres du comité de rédaction

Elise BOUCHELET
Frédéric COCHÉ
Jean-Pierre DEGIVES
Vinciane DE KEYSER
Régis DUBOIS
Hélène GENEVOIS

Brigitte GERARD

Fabrice GLOGOWSKI
Thierry HULHOVEN
Anne LEBLANC
Patrick LENAERTS
Marie-Noëlle LOVENFOSSE
Bruno MATHELART
Luc MICHIELS
Pascale PRIGNON
Guy SELDESLAGH

Publicité

02 256 70 30

Impression

IPM Printing SA Ganshoren

Tarifs abonnements

1 an : Belgique : 16€ / Europe : 26€ / Monde : 30€
2 ans : Belgique : 30€ / Europe : 50€ / Monde : 58€

À verser sur le compte n°

BE74 1910 5131 7107 du SeGEC
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles
avec la mention « entrées libres ».

Les articles paraissent sous la responsabilité
de leurs auteurs. Les titres, intertitres et
chapeaux sont de la rédaction.

Textes conformes aux recommandations
orthographiques de 1990.

entrées libres est imprimé sur papier FSC®.

Mieux qu'une baguette magique...

Anne-Catherine MARICHAL¹

Des élèves à qui je lançais une invitation pour la célébration de Noël avaient de suite coupé court : « *Même si on venait à la « messe », ce n'est pas ça qui arrangerait notre bulletin !* » Ils portaient anxieux quant à leur réussite, voire vaincus et ne voyaient qu'une planche de salut : le coup de baguette magique. Nous ne nous étions pas compris. Il est vrai que l'expression « magie de Noël » sème la confusion dans les esprits.

Pour moi, en aucun cas, il ne s'agissait de célébrer un dieu superhéros, juge ou encore moins magicien. Ce n'était pas non plus un dieu faisant irruption dans nos existences comme dans la réalité virtuelle. Le Dieu que je les invitais à rencontrer avait choisi de s'inscrire dans le rythme d'une vie humaine. Ce petit être, à la fois tellement fragile et source de tous les possibles, a été accueilli. Ce petit a été au centre de toutes les attentions, nécessitant un amour infini. Enfant, il a appris à cultiver le sens de l'observation et la curiosité. Adolescent en révolte et/ou engagé, il a découvert l'importance de s'arrêter, de pratiquer le discernement.

Ces récits peuvent être lus comme les épisodes de la vie de Jésus, mais aussi en parallèle avec l'histoire de nos élèves. Ils nourrissent notre projet éducatif. Le regard posé sur le jeune ne s'arrête ni à l'élève qu'il est, ni au citoyen en devenir, mais envisage la personne. Cette personne aura pu se construire grâce à un amour inconditionnel, de la patience, une présence, une parole et la bienveillance d'un autre. C'est une invitation à vivre l'Esprit de Noël au quotidien, dans nos classes.

Vendredi matin, 23 décembre, 8h. Des adultes se seront levés plus tôt pour préparer une salle ; un éducateur au clavier répètera avec des élèves à la guitare, certains jeunes reverront un dialogue avec leur titulaire. 8h30. Des élèves arriveront – oui, il y en aura ! –, quelques visages seront sans doute un peu crispés. Des profs les rejoindront, ayant terminé de préparer les bulletins. La direction arrivera aussi, bien que cette dernière journée s'annonce longue. Pendant 50 minutes, il n'y aura plus ni élèves, ni profs, ni bulletins, ni citoyens... La célébration commencera. L'esprit de Noël sera au rendez-vous. Pas de baguette magique en vue, mais des regards, des voix, des mains pour la rencontre, le partage et la relecture du quotidien scolaire ! ■

1. Équipe d'accompagnement diocésaine, SeDESS Liège



Édito

Titres et fonctions Adapter le décret !



“ La presse en a beaucoup parlé, et j’ai moi-même eu l’occasion de m’exprimer au sujet du décret relatif aux titres et fonctions. Où le bât blesse-t-il ? Dans l’état actuel des choses, directions et secrétaires de direction ont d’abord dû constater un alourdissement considérable de leur travail. Un exemple : pour engager un enseignant qui ne dispose que d’un titre suffisant, il est devenu obligatoire de produire un PV de carence attestant qu’il n’a pas été possible de trouver un enseignant ayant le titre requis. À cela viennent s’ajouter des problèmes récurrents rencontrés par le site Primoweb, censé faciliter les opérations.

On doit aujourd’hui diagnostiquer une réelle détérioration de la gestion des ressources humaines dans les établissements, avec des conséquences négatives sur la manière de constituer les équipes pédagogiques. On observe en particulier une multiplication du nombre d’enseignants à temps partiel et des difficultés pour assurer les remplacements. Cette situation ne manque pas d’avoir un impact négatif, tant sur les élèves que sur les enseignants. Plusieurs milliers d’élèves ont ainsi perdu beaucoup d’heures de cours. Davantage de postes d’enseignement sont difficiles à pourvoir. Une enquête des associations de directeurs a mis en évidence qu’au 1^{er} octobre, dans l’enseignement secondaire catholique, quelque 2035 heures de cours par semaine n’ont pas pu être attribuées, en raison des problèmes de recrutement. Cela signifie qu’à cette date, une centaine d’enseignants n’avaient pas été désignés et que, par conséquent, quelque 20 000 élèves avaient en moyenne 2h d’étude par semaine à la place de suivre 2h de cours.

Il convient, dès lors, de prendre acte du fait que la première mise en œuvre de ce décret a été un échec, en raison de sa rigidité excessive. La voie à suivre ? Restaurer une marge d’appréciation plus grande au niveau des établissements pour le recrutement des enseignants, en fonction de la situation locale et de la dynamique de l’équipe éducative. C’est d’ailleurs une des orientations du Pacte d’excellence, où il est question d’« *impliquer davantage les directions dans le recrutement des enseignants* ». L’enjeu politique est de passer d’un rapport de méfiance et d’une volonté de contrôle à priori à une logique de confiance à l’égard des acteurs, et ce sans perdre de vue l’intérêt bien compris des élèves dont nous avons la charge. ■

Étienne MICHEL

Directeur général du SeGEC

9 novembre 2016

Merci, Emmanuelle !

Conrad van de WERVE

Le SeGEC a rendu hommage, début octobre, à sa Secrétaire générale **Emmanuelle HAVRENNE** qui, après plus de vingt années de maison, a choisi de réorienter sa carrière. D'une disponibilité sans faille, elle a exercé sa fonction avec le brio qu'on lui connaît. Portrait.

C'est en 1996 qu'Emmanuelle HAVRENNE arrive au SeGEC, alors situé rue Guimard. Elle rejoint le Service Gestion économique, où elle fait ses premières armes. Petit à petit, elle se frotte à la négociation politique, notamment lors des accords de la Saint-Boniface, qui doivent permettre d'amener progressivement les subventions de fonctionnement de l'enseignement libre à 75% de la dotation de l'enseignement organisé par la Communauté française. « À cette occasion, se souvient **Étienne MICHEL**, alors Secrétaire général du CEPSS, le centre d'études du PSC, elle m'a littéralement initié aux arcanes des modes de financement que nous étions chargés de faire évoluer à la faveur d'une négociation historique, et de circonstances qui ne l'étaient pas moins. »

Multicasquettes

« Au cours de ces deux décennies, ses responsabilités ont été multiples et déterminantes », poursuit E. MICHEL. Succédant en 2004 à Arthur BELLEFLAMME, elle devient responsable du personnel et de l'organisation générale de « l'avenue Mounier ». Administratrice tout-terrain auprès d'une série d'associations partenaires, elle est la responsable de référence au sein du Comité des Secréaires généraux pour plusieurs services transversaux du SeGEC. Elle est également en charge du soutien à la gestion économique des établissements et à la politique des bâtiments scolaires.

« C'est à elle qu'on doit aussi, ainsi qu'au SIEC¹, la conduite sans anicroche de la construction du bâtiment de l'avenue Mounier à Woluwe-Saint-Lambert, ainsi que le déménagement qui a eu lieu dans d'excellentes conditions », relève le Directeur général du SeGEC. L'intervention

d'E. HAVRENNE aura aussi été déterminante dans l'avènement des SPABSC, les Sociétés patrimoniales d'administration des bâtiments scolaires catholiques, ou dans celui des centres de gestion de l'enseignement fondamental. « Administratrice tout-terrain, elle va prendre part au pilotage d'initiatives importantes pour le SeGEC, d'Infodidac à Média Animation, en passant par Licap ou le Centre interdiocésain. »

Un enseignement vraiment libre

Il y a quelques années, lorsque la législation sur les marchés publics s'est appliquée aux écoles, elle a mis sur les rails l'asbl Centrale de marchés de l'enseignement catholique, qui a notamment pour objectif d'aider les établissements dans les procédures administratives et de réaliser des économies d'échelle en organisant des marchés pour achats de biens et services. « Plus récemment encore, explique E. MICHEL, elle a permis au projet « JobEcole » de prendre un nouveau tournant et de faciliter un peu la vie des directeurs et des enseignants dans des procédures de recrutement complexes, dans un contexte où la pénurie de candidats, pour certaines qualifications, accentue les difficultés. »

« Au sein du SeGEC, Emmanuelle a toujours compté parmi les ardents défenseurs d'un enseignement vraiment libre, conclut E. MICHEL. Elle s'est toujours méfiée des excès de la régulation étatique. » Le SeGEC la remercie pour les services rendus à l'enseignement catholique et lui souhaite bon vent à l'EPHEC, où elle occupera désormais la fonction d'administratrice-déléguée. ■



Photo : Stéphane VANOIRBECK

Emmanuelle HAVRENNE ouvrant la voie à son successeur Benoit DE WAELE (voir p. 6), lors de l'hommage qui lui a été rendu le 6 octobre dernier à Bruxelles

.....
1. Service des investissements de l'enseignement catholique

Benoit DE WAELE

De la gestion du **quotidien** aux grands dossiers **politiques**

Propos recueillis par Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Il est, depuis le 1^{er} septembre, le nouveau Secrétaire général du SeGEC. **entrées libres** l'a rencontré, quelques semaines après son entrée en fonction.

Quel a été votre parcours professionnel ?

Benoit DE WAELE : Je suis ingénieur commercial et de gestion. Jusqu'ici, j'ai essentiellement travaillé dans l'associatif, comme Secrétaire général adjoint du CJC et à la Fédération des Scouts comme animateur fédéral, puis administrateur-délégué. J'ai ensuite passé un peu plus de 4 ans au Service d'étude du SeGEC, puis 4 ans à la tête du Service Pouvoirs organisateurs. Tout cela m'a bien préparé, je pense, à occuper ma fonction actuelle.

Mon travail au Service d'étude m'a permis de me plonger dans le monde de l'enseignement que je ne connaissais que de l'extérieur, avec des dossiers très consistants, que ce soit du point de vue pédagogique ou politique, et le fait de diriger le Service PO m'a permis de mieux connaître les structures de l'enseignement catholique.

En quoi consiste essentiellement cette fonction ?

BDW : Le volet principal est interne. Il consiste, en gros, à « faire tourner la maison SeGEC ». Cela concerne la gestion financière (comptes, budgets...), la gestion du personnel, la supervision d'une série de services (Gestion interne, SIEC, Service de Gestion économique, Informatique). Pour les volets plus « extérieurs », il y a toute la politique liée aux bâtiments scolaires. Je représente, avec d'autres, le SeGEC dans les différentes réunions autour de ces questions (Fonds de garantie, PPT). Je suis aussi administrateur de plusieurs asbl partenaires au service des écoles (Infodidac, JobEcole, Centrale de marchés, Média Animation).

Par ailleurs, comme les autres membres du Comité des Secrétaire généraux, j'ai

une mission de conseil à la Direction générale sur différents éléments de politique. Au jour le jour, cela suppose de passer beaucoup de temps en réunion et de jongler avec des dossiers très différents. À cela s'ajoutent les imprévus à régler, qui sont vraiment aussi de tous types : répondre à des questions très précises et ponctuelles, ou pouvoir se plonger en profondeur dans les dossiers qui ont une implication politique générale.

La Centrale de marchés et JobEcole ont été créés récemment...

BDW : La Centrale de marchés a été créée il y a un peu plus de deux ans, à la fois pour accompagner les PO dans les obligations nouvelles liées à la loi sur les marchés publics, mais aussi pour aider à professionnaliser la fonction d'achat dans les écoles, à faire des économies d'échelle et à maîtriser les dépenses.

Quant à l'asbl JobEcole, elle a vu le jour l'an dernier, sur base de l'initiative mise sur pied par des entités de Bruxelles-Brabant wallon. L'idée était de développer et gérer un site internet destiné à permettre la rencontre entre l'offre et la demande d'enseignants, et ainsi aider les directions des écoles



fondamentales à recruter des enseignants. Mais c'est aussi un support intéressant pour les personnes qui souhaitent trouver un emploi d'enseignant. Elles sont également invitées à consulter le site et à y poster leur CV.

Cela a démarré à petite échelle, puis les besoins sont devenus de plus en plus grands, et le SeGEC a trouvé un intérêt à soutenir et à étendre le service à l'ensemble des diocèses, pour le fondamental dans un premier temps, puis pour les autres niveaux d'enseignement.

Avez-vous été étonné par certains aspects de la fonction ?

BDW : Je n'ai pas eu de grosse surprise, mais ce qui est tout de même interpellant, c'est le temps pris par une série de « petites choses » du quotidien, ainsi que la complexité de certains dossiers. C'est aussi la nécessité de devoir gérer plein de choses en même temps. Mais tout ce travail est passionnant ! Je ne m'ennuie jamais !

Une difficulté consiste aujourd'hui, tout en découvrant la fonction de l'intérieur, à trouver suffisamment de temps pour aller au fond des choses et réfléchir à de nouveaux développements. Je pense, par exemple, au développement de l'outil informatique, qui évolue sans cesse, pour un meilleur partage d'information entre les différents services ou avec les PO.

Mais je tiens à souligner l'importance, au quotidien, de pouvoir m'appuyer sur des services qui fonctionnent bien, et sur des personnes qui maîtrisent leur matière et en qui je peux avoir une totale confiance. Sans elles, rien ne serait possible ! ■

Stéphane VANOIRBECK

Ma mission première : l'écoute des PO et de leurs besoins actuels

Propos recueillis par Conrad van de WERVE

Stéphane VANOIRBECK succède à Benoit DE WAELE comme directeur du Service Pouvoirs organisateurs. Qui est-il ? Quelles sont ses nouvelles missions ? **entrées libres** l'a rencontré.

Vous avez été conseiller au Service juridique du SeGEC pendant plus de 20 ans. Quels domaines d'expertise avez-vous pu y acquérir ?

Stéphane VANOIRBECK : Dans un premier temps, je me suis spécialisé dans les questions liées au statut des enseignants et aux congés, absences et disponibilités. Ma fonction a ensuite évolué avec le temps et s'est élargie au bien-être des travailleurs, aux relations avec le conseil d'entreprise, avec les délégations syndicales et à la représentation des employeurs dans différentes commissions. Je me suis aussi de plus en plus investi dans les chambres de recours et les commissions paritaires, où je défendais avec mes collègues les Pouvoirs organisateurs (PO) en tant qu'employeurs. Dans les années 2000, j'ai suivi une formation de conseiller en prévention qui m'a permis, d'une part, d'assurer ce rôle au Secrétariat général, et d'autre part, d'accompagner les écoles en la matière.

Vous représentez aussi les Pouvoirs organisateurs sur le plan européen...

SV : Effectivement. Le SeGEC est membre fondateur de la Fédération européenne des employeurs de l'enseignement, où je suis administrateur. On y développe des projets, soit entre organisateurs d'enseignement de différents pays européens, soit en collaboration avec les organisations syndicales. Je pense, par exemple, à une thématique comme le bien-être. On a pu obtenir des résultats concrets dans ce domaine. Ils seront prochainement publiés.

Vous accédez donc à la direction du Service Pouvoirs organisateurs. Quelles en sont les principales missions ?

SV : Les grandes missions sont l'aide aux PO, la coordination des relations avec les CoDiEC¹ et l'élaboration d'outils permettant

aux Pouvoirs organisateurs de fonctionner de façon plus optimale. Nous organisons aussi une série de formations à leur intention. Je siége par ailleurs à l'IFSEC², lieu de rencontre avec l'ensemble des directeurs diocésains. On y traite des questions communes à la formation des cadres et nous y coordonnons aussi, depuis plusieurs années, les efforts diocésains envers les PO. En fonction des besoins, et avec l'aide des directeurs diocésains, je me rendrai sur le terrain pour rencontrer des PO en dehors des structures organisées, là où c'est nécessaire.

Votre souhait est de vous rendre (très) régulièrement sur le terrain ?

SV : Dans un premier temps, mon objectif est d'aller vers les PO, vers les CoDiEC et d'écouter leurs demandes, entendre leurs besoins et les rapporter au SeGEC, afin de pouvoir en discuter avec les différents services. Il est évident que l'objectif n'est pas d'organiser un service juridique décentralisé qui se rendrait sur le terrain. La mission a changé, et ma mission première est vraiment l'écoute des PO et de leurs besoins actuels.

Quels sont les grands défis à relever ?

SV : Pour moi, il y a en tout cas un grand défi à relever, celui de pouvoir soutenir, épauler toutes ces associations. L'enseignement catholique repose, ne l'oublions pas, sur l'investissement de près de 10 000 volontaires dans 800 asbl.

Dans certains endroits, il est parfois difficile de recruter des candidats. La fusion peut, dans certains cas, constituer le bon scénario, mais je pense qu'il y a probablement des synergies à créer entre PO afin de développer des compétences et des actions en commun. Chacun conserve ainsi sa spécificité et son identité.



Photo : Conrad van de WERVE

Une série de PO se sont professionnalisés...

SV : Oui, ils sont allés chercher des compétences dans différents domaines : les bâtiments, le juridique, la communication... Dans certains endroits, on rémunère même des personnes pour prendre en charge la gestion du PO, mais il s'agit de cas isolés.

Les PO de plus grande taille sont souvent davantage en mesure d'attirer des profils plus spécialisés. Il n'est sans doute pas nécessaire que dans tous les PO, il y ait un juriste ou un économiste, mais on peut tendre vers un plus grand partage des connaissances et des ressources disponibles. ■

1. Comités diocésains de l'enseignement catholique

2. Institut de formation des cadres de l'enseignement catholique, qui regroupe les Secrétaires généraux des fédérations, les directeurs diocésains et les directeurs des organes de formation



Une école verte !

Brigitte GERARD

Située dans un écrin de verdure à Bruxelles, à la frontière entre Uccle et Rhode-Saint-Genèse, l'école fondamentale Collège Saint-Pierre - Servites de Marie¹ s'investit pleinement dans l'éducation relative à l'environnement. Cela lui a permis d'obtenir, en octobre dernier, le label international Eco-Schools, qui récompense les écoles durables.

« L'école a participé il y a deux ans au Bubble Festival², consacré aux projets d'éducation relative à l'environnement à Bruxelles, raconte **Françoise WESEL**, professeure de gym aux Servites de Marie. Nous y avons rencontré l'asbl COREN³ (Coordination Environnement), qui nous a incités à nous investir pour obtenir le label Eco-Schools. »

Une évidence pour cette école, dont le projet pédagogique est axé sur l'environnement, la biodiversité et la gestion d'un parc pédagogique : « Nous avons décidé de relever le défi, et l'asbl COREN nous a accompagnés dans le projet. Ça a payé, puisque nous faisons partie des quatre premières écoles francophones à recevoir le label à Bruxelles ! »

Celui-ci est organisé par la FEE (Foundation for environmental education) et a deux objectifs majeurs : récompenser les écoles qui travaillent les thématiques environnementales et proposer une méthode de travail permettant d'y pérenniser les efforts entrepris. Pour être certifiées, les établissements scolaires doivent suivre un plan de la FEE en sept étapes, qui implique activement les élèves.

« Chez nous, les enfants étaient déjà acteurs de beaucoup de choses ! Ils prennent en charge l'entretien général du parc pédagogique, du poulailler, du potager... On a aussi des nichoirs, une mare, des ruches, et heureusement, des parents efficaces qui nous donnent un coup de main ! En vue du label, nous avons travaillé sur une nouvelle thématique : le tri des déchets. Une série d'actions ont été organisées. Par exemple, on n'a plus vidé les poubelles pendant trois



jours et les enfants ont ensuite fait le tri, avec des gants. Ils ont pesé et mesuré la quantité de papier jeté inutilement, vérifié ce qui devait aller dans le compost et qui n'y était pas... Ils ont réalisé une étude là-dessus, et les élèves de 6^e primaire sont ensuite passés dans les classes pour présenter leurs conclusions et sensibiliser les plus jeunes. »

Toujours dans le cadre du label, l'école a multiplié les collations saines : « Actuellement, une classe de 6^e primaire réalise un travail sur ce qu'est une collation saine, sur les besoins des enfants à ce niveau, et ils passeront ensuite dans les classes pour expliquer tout ça aux autres. »

Les élèves gèrent beaucoup de choses, mais ils le font avant tout pendant les récréations ou sur le temps de midi. Et ils participent au moins une fois par mois à une action en lien avec le parc, souvent dans le cadre de partenariats maternelles-primaires.

Reconnaissance du travail

Au final, un drapeau vert a été remis par le jury aux Servites de Marie, comme

symbole de l'implication environnementale de l'école, qui fait maintenant partie d'un réseau international permettant des échanges et des partages d'expériences. Le label est valable deux ans, mais l'établissement réfléchit déjà à la suite et démarre un nouveau projet. Il s'agira, cette fois, de diminuer le nombre de déchets et d'être attentifs à la gestion du bruit. « Et ce seront ici les petits qui participeront à une animation et iront la transmettre aux plus grands ! »

Après tout, la devise de l'école est : « Apprendre à servir et servir pour grandir »... « Et nos élèves en rendent, des services ! Cela leur plaît beaucoup, ils font les choses quand ils le souhaitent, il n'y a pas d'obligation. Tout cela crée une dynamique ! »

Et qu'apporte le label ? « C'est une reconnaissance du travail accompli par toute l'équipe. Et quand on voit que des petits savent déjà reconnaître l'ail des ours, je trouve ça extraordinaire ! » ■

1. <http://servitesdemarie.cspu.be>
2. www.bubble.brussels/bubble-festival-2016
3. www.coren.be

Saved by the Bell

Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Sonner la cloche le plus fort possible pour évoquer l'accès à l'éducation, c'est ce qu'ont fait plus de 500 écoles de par le monde à l'occasion de la *Journée mondiale des enseignants*, le 5 octobre dernier. Mise sur pied par l'ONG VIA Don Bosco¹, reconnue dans les domaines de l'enseignement et de la formation en Afrique et en Amérique latine, l'action *Saved by the Bell*² en est à sa 10^e édition et entend bien ne pas en rester là.



Photo : VIA Don Bosco

Énormément d'enfants et d'adolescents, dans de nombreux pays, rêveraient d'entendre sonner la cloche indiquant le début des cours. « Ils sont plus de 263 millions à ne pas pouvoir aller à l'école », souligne **Christopher EL KHAZEN**, chargé de l'éducation au développement chez VIA Don Bosco, qui rappelle aussi que dans plusieurs régions du monde, même si l'école est accessible, les conditions d'enseignement sont difficiles, les classes surpeuplées, les professeurs trop peu nombreux, et les infrastructures et le matériel de piètre qualité. Les activités organisées dans les écoles à l'occasion de la *Journée mondiale des enseignants* visent à sensibiliser les élèves au droit à l'éducation et à faire résonner la cloche aux oreilles des décideurs politiques, dont on attend qu'ils concrétisent leurs engagements relatifs aux objectifs de développement durable.

L'école, une vraie chance

Un exemple, parmi beaucoup d'autres : deux écoles bruxelloises voisines, l'Institut Don Bosco et Don Bosco Instituut de Woluwe-Saint-Pierre, se sont rassemblées pour participer à l'action *Saved by the Bell*. Une première, pour la toute

récente directrice de l'école francophone, **Véronique BRAHY**. « Nous avons, deux fois par an, des réunions avec la direction du Bon Bosco Instituut pour nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos établissements », explique-t-elle. *Même si les élèves des deux établissements se ressemblent beaucoup, socioculturellement parlant, ils font souvent preuve de pas mal d'agressivité les uns envers les autres. Participer ensemble à Saved by the Bell nous a semblé une bonne occasion de les réunir autour d'un projet enthousiasmant.* »

L'opération en elle-même est assez simple à mettre en place. Chaque école décide de l'ampleur à lui donner. Cela peut aller de 5 minutes à toute une journée. Un petit mot d'explication est lu dans la classe ou la cour de récréation. VIA Don Bosco y décrit le problème de l'accès inégal à l'enseignement. Ce message encourage les élèves et les enseignants de l'école à montrer leur solidarité et à faire entendre leur voix aux dirigeants politiques pour réclamer un meilleur accès à un enseignement de qualité dans le monde, en faisant résonner le plus fort possible la cloche de l'école. Après quoi, des photos de groupe sont prises et envoyées à nos décideurs.

Ça, c'est pour la version « light ». Il est, bien entendu, possible d'approfondir la réflexion grâce au matériel pédagogique ou au jeu « *Course à l'éducation* » proposés par VIA Don Bosco.

« En regroupant nos deux établissements, reprend V. BRAHY, nous avons rassemblé plus de 1000 élèves dans la cour de récréation. À partir du moment où ils sont bien briefés, le rassemblement se passe bien. Divers temps de réflexion avaient eu lieu préalablement en classe avec les titulaires. J'aimerais beaucoup que ça devienne une habitude de nous retrouver le 5 octobre chaque année avec les néerlandophones pour cet événement, et que ça débouche éventuellement sur d'autres initiatives. Je pense que les élèves ont bien compris que pouvoir aller à l'école est vraiment une chance. Nous scolarisons beaucoup de jeunes d'origine étrangère, dont plusieurs ont le statut de réfugié ou sont sans papiers. Ils savent ce que l'enseignement représente pour leur avenir. Saved by the Bell, c'est vraiment un moment de communion et de prise de conscience important. Cette initiative a l'avantage de pouvoir être mise en place facilement, avec un côté pétillant, festif qui correspond bien aux élèves et qui permet de bien faire passer le message. » ■

1. www.viadonbosco.org/fr
2. www.savedbythebell.be/fr

Un projet à faire connaître ?
redaction@entrees-libres.be

Des cours de gym mixtes ?

Brigitte GERARD

04/10/2016

L'Echo Pour accélérer l'égalité entre hommes et femmes, **Isabelle SIMONIS**, ministre en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes à la FWB, propose de rendre les cours de gymnastique mixtes dans l'enseignement secondaire. Elle rappelle que la Belgique fait office d'exception car les Pays-Bas, la France, l'Allemagne, la Suisse ou encore la Grande-Bretagne ont franchi le pas depuis déjà plusieurs décennies. Chez nous, une circulaire de 2014 prévoit la possibilité d'organiser des cours mixtes, sous certaines conditions.

La presse en a parlé. Nous y revenons. À partir d'une information ou d'un évènement récent, **entrées libres** interroge une personnalité, du monde scolaire ou non.

Et vous, qu'en dites-vous ?



Emmanuel CHAUMONT, responsable du secteur Éducation physique pour l'enseignement secondaire catholique

“ La mixité au cours d'éducation physique dans le secondaire n'est pas à l'ordre du jour. La circulaire de 2014 nous satisfait tout à fait. Elle dit clairement – et le SE-GEAC a poussé dans cette direction – que sur des projets précis et quand c'est pertinent pédagogiquement, les enseignants ont la liberté de travailler en mixité. Cela n'a pas de sens d'imposer une mixité complète ! Madame SIMONIS me semble ici confondre un peu égalité et équité.

En France, certaines expériences fonctionnent bien, mais souvent, les jeunes filles ont de moins bonnes cotes que les garçons. Les évaluations y sont, en effet, plus exigeantes que chez nous en termes de performance. Dans ce contexte, certaines élèves risquent de ne pas trouver leur place, notamment dans des sports collectifs un peu rudes.

Cependant, des regroupements occasionnels peuvent être intéressants. Soit quand des professeurs ont des compétences spécifiques, soit quand il s'agit, comme le prévoit

notre programme, de travailler des activités d'expression et que certains professeurs masculins ne sont pas suffisamment outillés. Cela peut aussi avoir des avantages dans le cadre des compétences socio-motrices du référentiel de compétences, qui prévoit l'apprentissage du respect de l'autre, partenaire ou adversaire, des règles, de l'adulte, du matériel... Le référentiel ne prévoit pas de spécificité en fonction des sexes, mais le traitement est différent.

La construction de la mixité dans un établissement doit de toute façon être indiquée clairement dans le projet pédagogique. Laissons surtout la liberté aux professeurs d'éducation physique de l'organiser quand ils la jugent pertinente !

Il y a d'ailleurs de belles expériences en la matière. Par exemple, le Collège Saint-François-Xavier de Verviers organise une des trois heures d'éducation physique en mixité au 1^{er} degré, car un professeur s'est spécialisé dans les activités d'expression (danse, mimes, spectacles gymniques...). Cela a été spécifié par écrit et a donc du sens.

De plus en plus d'écoles organisent aussi des regroupements en fin de cycle ou au 3^e degré, car en 6^e année, on essaie d'appliquer ce qu'on a vu tout au long du secondaire.

Sur un même terrain de sport, on peut imaginer des règles différentes entre experts et espoirs, plutôt qu'entre filles et garçons. Toutes les filles ne sont, en effet, pas moins fortes que les garçons ! L'idée de l'évaluation en éducation physique est d'ailleurs particulière : c'est la progression dans la maîtrise des compétences qui est évaluée.

La mixité peut être intéressante dans le cadre du vivre ensemble, pour apprendre à accepter le niveau de l'autre, mais il faut trouver des stratégies pour que chacun puisse y trouver son compte. Et les enseignants sont habitués à donner cours à des groupes non mixtes.

Le chantier serait donc colossal, en termes d'accompagnement des professeurs, pour leur permettre d'acquérir les compétences complémentaires en spécialisation des contenus et gestion des groupes-classes... » ■



Photo : Laurent NICKS

L'école & la solidarité

APPROCHE

La solidarité à l'école, c'est parvenir à articuler exigences et bienveillance

EXPÉRIENCE

Des enseignants solidaires

ZOOM ARRIÈRE

En direct des Philippines, merci !

PRATIQUES

Un « coup de pouce » pour la Malaisie
Une expérience qui change la vision d'un métier
Un soutien entre PO qui profite à tous

DISPOSITIF

À un clic de la classe !

Participer à une action ponctuelle d'entraide ne vous rend pas automatiquement solidaire, estime l'abbé **Philippe MAWET**, aumônier scolaire et membre de Pouvoir organisateur. Cela le devient lorsque votre participation rejoint un projet pédagogique où l'humain est au premier plan.

Si cette solidarité n'est pas un monopole des chrétiens, ce qui peut la définir, c'est la fraternité. Comme enfants de Dieu, nous sommes tous frères et sœurs. C'est très important, estime l'abbé MAWET, car si cette solidarité n'est pas ressourcée à une filiation, elle ne sera pas sans conditions.

Dans ce dossier, nous donnons aussi la parole à des acteurs de terrain qui s'engagent avec leur école dans des projets de solidarité ici en Belgique ou à l'étranger, ou qui vivent concrètement l'entraide entre PO. Certains choisissent également de s'investir à titre individuel, comme ces enseignants qui coopèrent avec d'autres enseignants en Afrique. Nous verrons aussi que cette solidarité n'est pas uniquement financière. Elle peut prendre la forme, par exemple, d'un soutien à des élèves malades qui sont à la maison ou à l'hôpital. Bonne lecture ! ■

La solidarité à l'école, c'est parvenir à articuler exigences et bienveillance

Interview et texte : Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Pour **Philippe MAWET**¹, la solidarité à l'école, c'est certes participer à des projets d'entraide, mais c'est aussi – et même surtout – un état d'esprit général, un projet pédagogique qui met l'humain au premier plan. Parce que oui, il existe bien une manière solidaire d'enseigner.

Peut-on dire que la solidarité fait partie de l'ADN de l'enseignement catholique ?

Philippe MAWET : J'aime bien cette expression. Cela fait effectivement partie de son identité propre. Mais il ne faudrait pas considérer la solidarité comme un monopole des chrétiens. Il est important d'être en solidarité aussi avec des hommes et des femmes de toutes convictions et de bonne volonté. Si je devais définir la spécificité de la solidarité au niveau chrétien, je dirais que c'est la conviction que l'humanité ne peut être humanité que solidaire, et que c'est même la clé de son avenir. C'est aussi découvrir, dans la foi, que le vrai nom de la solidarité, c'est la fraternité. Qu'est-ce qui fait que les hommes et les femmes sont appelés à être solidaires ? Pour un chrétien, c'est la reconnaissance de cette parole du Christ dans l'Évangile qui dit : « *Lorsque vous priez, dites : Père* ».

Si nous sommes tous enfants de Dieu, nous sommes donc frères et sœurs. C'est cette fraternité qui est le fondement de la solidarité. On est là dans la gratuité pure, celle d'une filiation commune.

C'est très important, parce que si la solidarité n'est pas ressourcée à une filiation, il faut la mériter, et ça, ce n'est pas possible ! Il est primordial de ne pas conditionner l'entraide au fait que l'autre soit comme ci ou comme ça, formaté de telle ou telle façon.

Comment peut s'exprimer cette solidarité à l'école ? Existe-t-il, par exemple, une manière solidaire d'enseigner ?

PhM : Concrétiser cette solidarité à l'école, c'est passer de la compétition à la compétence. L'émulation, pourquoi pas, mais la compétition, ça veut dire qu'il y a un gagnant et un perdant, un qui écrase et l'autre qui est écrasé. La véritable excellence, pour moi, c'est de rejoindre les compétences de chacun plutôt que d'être dans une dynamique de compétition.

La solidarité suppose également beaucoup de respect. Tous ces cas de harcèlement constatés dans les écoles, c'est le contraire de la solidarité. L'autre devient presque un objet, et il n'y a plus de respect. On ne peut pas vivre la solidarité dans cet esprit-là.

Il y a aussi toute la relation professeur/élève. Comment vivre réellement la solidarité à l'école, sinon en articulant le mieux possible exigences et bienveillance ? Les exigences sont nécessaires, bien entendu, sinon l'enseignement n'existe plus, mais pas sans une bienveillance qui place la personne au premier plan. Il ne faut pas seulement une tête bien faite, mais un cœur bien habité, bien de chair.

Enfin, la solidarité suppose aussi l'accueil des différences. On parle beaucoup de mixité. Il est important de la vivre d'abord comme un accueil de la différence. L'humanité est faite de différences, heureusement !

Ce n'est ni évident, ni facile...

PhM : Certes, c'est difficile ! Mais il n'y a pas de bonheur uniquement dans la facilité. La solidarité rejoint une autre question : pour quoi ou pour qui, aujourd'hui, quel que soit le lieu où l'on est, est-on prêt à donner sa vie ? Attention, il n'est pas question ici de justifier un quelconque acte terroriste ! Donner sa vie en voulant prendre celle des autres, ce n'est plus donner sa vie, c'est injustifiable.

Dans la démarche chrétienne, il y a une espèce de « radicalité joyeuse ». Le principe de l'Évangile, c'est d'être sans mesure, autrement dit, de ne pas conditionner la solidarité, de ne pas faire en sorte qu'elle soit vécue uniquement par intérêt, parce que j'en retirerais tel avantage. C'est une façon d'aller jusqu'au bout qui est de l'ordre du don. C'est un état d'esprit général. Ce n'est pas un tiroir que j'ouvre en me disant : « *Maintenant, je vais être solidaire* », puis que je ferme. Une maman n'est pas mère uniquement quand elle va au parc avec ses enfants, ou qu'elle prépare les biberons. Elle l'est tout le temps ! Toutes les actions de solidarité sont nécessaires, mais il est important qu'elles soient référées à un état d'esprit qui soit général.

Cet état d'esprit peut s'exprimer aussi, par exemple, lors de conseils de classe, dans la façon de percevoir le parcours d'un élève ?

PhM : Tout à fait ! Comment être solidaire de l'élève dans une proximité où on garde sa distance d'enseignant, bien sûr, mais qui tient compte avant tout de l'humain, toujours premier dans la solidarité ? Sans cette attention, c'est la loi de la jungle qui prévaut.

Participer à une action ponctuelle d'entraide, c'est indispensable, mais cela ne rend pas automatiquement solidaire. Cela doit rejoindre un projet pédagogique qui met l'humain au premier plan.

L'enseignement catholique a une longue tradition de solidarité. Est-ce important de s'y référer ?

PhM : La tradition, c'est autre chose qu'une bonne habitude. La tradition, c'est entrer dans une histoire. Ce n'est pas seulement : « *On l'a toujours fait, on va continuer* », ou au contraire : « *Les choses doivent changer, donc on va rompre avec la tradition* ».

Regardez l'histoire de l'enseignement catholique. Il a été initié par des religieux et religieuses au nom d'une démarche croyante. Comment garder cette intuition au sein d'une actualité où les réalités ne sont plus les mêmes ? Il faut aujourd'hui réinventer cette solidarité, notamment de proximité, avec des personnes qui ont une vie de famille, des aspirations diverses, de multiples occupations. Comment le faire pour ne pas être uniquement dans du fonctionnel ? C'est un défi très important, selon moi.

On n'en est plus, en tout cas, à l'image des « dames patronnesses » qui faisaient la charité...

PhM : C'est ça ! Mais justement, comment faire en sorte, puisqu'on n'en est plus là, d'exprimer vraiment ce qu'est la solidarité dans le contexte actuel ? À mon sens, c'est en retrouvant les fondements que j'évoquais plus haut. Quand on reconnaît une solidarité qui est faite de fraternité, enracinée elle-même sur une filiation, on peut aller loin. Si on se cantonne à une solidarité qui n'est qu'une pratique (certes nécessaire, mais dont on ne reconnaît pas les fondements), cela risque vite de s'épuiser par manque de conviction. L'une ne va pas sans l'autre, mais j'ai peur qu'aujourd'hui la pratique soit bien présente, alors que la réflexion sur les fondements n'existe plus tellement. D'où la nécessité, précisément dans l'enseignement catholique, de les rappeler et de les faire vivre.

Il est évidemment indispensable aussi que les personnes qui parlent de solidarité ou qui en témoignent y croient elles-mêmes. Il faut que ça sorte d'une conviction qui se fait, à la fois, témoignage et compétence. Sinon, on prêche la solidarité parce que ça fait partie du programme, mais si ce n'est pas vécu de l'intérieur, incarné, les jeunes le sentent tout de suite. C'est pour ça que l'appel aux témoignages est tellement important aujourd'hui. Et ils permettent de montrer qu'un chemin est possible, qu'on peut sortir des difficultés.

La solidarité, c'est souvent du compagnonnage, c'est être avec la personne sur le chemin, faire la route ensemble. Les enseignants et les élèves qui font le pas d'aller sur place, dans des pays en voie de développement, par exemple, vivre avec les personnes, partager leur quotidien et les aider, font vraiment un chemin avec elles. Le mot « chantier », souvent utilisé pour évoquer ce type d'action, exprime bien la chose. Quand on parle de participer à un chantier, on comprend tout le projet qu'il y a là-dedans. ■



1. Le Père Philippe MAWET est notamment responsable de l'unité pastorale de Stockel-au-Bois, aumônier scolaire et membre du Pouvoir organisateur de l'Olivier (fédération de PO).

Des enseignants solidaires

Brigitte GERARD

Envie de dépaysement, mais aussi et surtout de se rendre utile en aidant des enseignants en Afrique ? **Enseignants sans frontières (ESF)-Belgique¹** offre la possibilité de s'investir dans un projet de solidarité au long cours, tout en s'immergeant dans la vie locale.

« Notre asbl est née en 1995, suite à la proposition d'un directeur d'école béninois d'organiser des échanges entre enseignants du Nord et du Sud sur leurs expériences pédagogiques », raconte **Claire VERCRUYSE**, vice-présidente d'ESF-Belgique. Dès 1996, des projets de stages pédagogiques voient le jour en partenariat avec le Maroc, le Sénégal et le Burkina Faso, avec un même objectif : la coopération entre enseignants, d'un point de vue pédagogique, dans un esprit de partenariat, de pluralisme, de respect de l'identité culturelle de chacun. « Nos projets répondent à des demandes émanant des pays du Sud, poursuit Cl. VERCRUYSE. Ils durent en général trois ans, et le but final est que les partenaires locaux puissent pérenniser leurs acquis. »

Un projet important avec le Cameroun s'est clôturé cette année. Dans ce cas, un conseiller municipal voulait améliorer l'enseignement primaire de sa ville, Edéa. La demande est arrivée à ESF-Belgique, qui a ensuite construit le projet collectivement. « La demande était très vaste, explique la vice-présidente. Nous avons, dès lors,

décidé de nous focaliser sur l'apprentissage de la lecture du français, la langue scolaire mais non maternelle, pour les élèves de 5 à 8 ans. Une équipe s'est constituée en Belgique, avec des instituteurs, des conseillers pédagogiques, des directions d'écoles et des pensionnés. » ESF doit effectivement trouver des personnes compétentes, prêtes à partager leurs savoirs avec les enseignants sur place. Et les établissements scolaires, tous réseaux et tous niveaux confondus, peuvent également s'investir, en organisant par exemple des activités pour récolter un peu d'argent. L'asbl finance les voyages des enseignants, mais elle n'est pas subsidiée.

Un engagement

Au Cameroun, lors de la première mission, deux partants ont travaillé sur la phonologie, avec près de 130 enseignants et directeurs venant d'une trentaine d'écoles de brousse ou d'Edéa. Le projet s'est ensuite poursuivi avec trois autres mis-

sions sur le terrain. Et à la fin, ESF a remis aux stagiaires un diplôme de formateur, afin qu'ils puissent diffuser leurs acquis auprès d'autres enseignants et écoles du pays. « Si les objectifs sont toujours les mêmes, il faut, bien sûr, s'adapter aux partenaires locaux et à la réalité du terrain. L'équipe se rassemble régulièrement avant le départ pour préparer les stages et les missions, qui durent en général 2-3 semaines. Il s'agit de tout prévoir d'un point de vue pédagogique, pratique, financier, organisationnel... » Actuellement, ESF-Belgique est engagé dans quatre projets : maths et sciences en secondaire à Kinshasa ; français en secondaire dans un camp de réfugiés en Tanzanie ; apprendre à parler, articuler, lire et écrire le français aux enfants de 3 à 6 ans au Togo ; et un tout nouveau projet se met en route concernant le primaire au Congo-Brazzaville : « Pour celui-ci, nous avons d'ailleurs encore besoin de volontaires. D'une manière générale, nous sommes à la recherche d'enseignants de maternelle, primaire ou secondaire, de conseillers pédagogiques, d'éducateurs... »

Mais pas question de s'impliquer dans un projet ESF en dilettante : « Chez nous, on s'engage sur du long terme, il y a des objectifs, il faut s'investir ! » Et cela en vaut la peine. À leur retour, les participants sont riches d'une nouvelle expérience humaine, teintée d'une forte solidarité entre enseignants. Ce 26 novembre, les partants de cette année se réunissent d'ailleurs à Louvain-la-Neuve pour partager leurs souvenirs et célébrer la solidarité Nord-Sud. ■



1. L'asbl est aussi présente en Suisse (ESF-Suisse) et en Flandre (Leraars zonder Grenzen).

En savoir plus : www.esfbelgique.org

En direct des Philippines, merci !

Anne LEBLANC

Lors de la dernière réunion du Conseil de l'OIEC (Office international de l'enseignement catholique) à Cebu aux Philippines (du 29 septembre au 3 octobre), **Guy SELDERSLAGH**, directeur du Service d'étude du SeGEC, mais également Secrétaire général du CEEC (Comité européen de l'enseignement catholique), a eu l'occasion de rencontrer le **Frère Erguiza**. Celui-ci terminait à ce moment son mandat de président du CEAP (Catholic educational association of the Philippines), le Secrétariat général de l'enseignement catholique philippin.

Lors de cet échange, le Frère Erguiza a témoigné chaleureusement de la reconnaissance des écoles philippines qui avaient pu bénéficier des fonds récoltés par nos écoles dans le cadre de l'opération *Solidarité Écoles Philippines*. Outre la réponse aux besoins matériels rencontrés à la suite des différents typhons qui ont ravagé leur pays, les élèves et les équipes éducatives ont été touchés par l'intérêt, l'attention envers eux et, finalement, l'expression concrète de la solidarité que les écoles du réseau catholique belge ont manifestés à leur égard.

Merci donc à toutes les écoles qui se sont investies ces deux dernières années et à notre partenaire *Entraide & Fraternité*, qui nous a apporté son expertise pédagogique et administrative dans cette démarche. ■



À propos...

La solidarité, une manière d'éduquer à la citoyenneté

Mener des actions de solidarité, c'est éduquer à la citoyenneté et la philosophie. Les écoles qui se sont investies dans ces récoltes d'argent pour les élèves philippins l'ont fait dans le cadre d'une vision globale de l'éducation partagée dans notre réseau.

S'interroger sur la situation des Philippines après le typhon Yolanda, c'est demander aux élèves de se questionner sur les interdépendances globales, notamment liées aux évolutions climatiques, qui ne sont pas étrangères aux conséquences du développement industriel et économique de nos pays. Leur proposer de s'engager, c'est parce que, comme enseignant, on parie sur l'avenir et on porte la conviction qu'il leur faut imaginer un monde meilleur et réfléchir aux perspectives concrètes permettant d'améliorer la société. C'est aussi leur demander, pour apporter de l'aide à leurs collègues philippins, de décider ensemble d'un projet commun, de coopérer pour le mettre en œuvre et, dans ce cadre, d'assumer les responsabilités collectives et individuelles. Et, en s'informant sur les Philippines, on leur permet d'approcher la diversité des cultures et des convictions.

On pourrait encore décliner d'autres items du socle actuel des compétences en matière d'éducation à la philosophie et la citoyenneté qui rencontrent toutes les démarches de solidarité locales ou internationales menées spontanément par nos écoles. Comprendre le monde qui nous entoure et comment y être citoyen, c'est bien le cœur de la mission de l'école. **AL**

Un « coup de pouce » pour la Malaisie



Alain PIRLOTTE, instituteur à l'école fondamentale Saint-Michel de Jette, à la retraite depuis 2 ans :

« Tout a commencé avec l'installation d'une collègue à Kuala Lumpur, en Malaisie. Elle y a côtoyé la pauvreté et a été fort touchée par les enfants. Elle s'est alors investie dans un groupe de bénévoles intitulé « Coup de pouce », qui vient notamment en aide aux orphelins.

À l'école, direction et enseignants ont aussi souhaité soutenir cette association. Lors d'un de ses retours en Belgique, notre ancienne collègue a présenté son action dans chaque classe de maternelle et de primaire. Ensuite, nous avons proposé aux parents de participer à cette opération, et ils ont tout de suite été enthousiastes. La première activité organisée dans ce cadre était l'action « bol de riz ». Le traiteur de l'école nous a proposé gratuitement un bol de riz avec des légumes par enfant, et les parents étaient invités à donner au minimum 1 EUR en échange. Il y a environ 850 élèves à l'école, et cela a rapporté 2054 EUR !

Par cette action, on a voulu leur montrer qu'un bol de riz, ce n'est pas grand-chose quand on a faim... Depuis, on organise chaque année deux-trois activités différentes. En juin 2014, c'était une marche parrainée ; en novembre suivant, une pièce de théâtre présentée aux parents... Fin 2015, les enseignants ont demandé aux parents d'apporter des collations saines, que l'on a ensuite revendues à des prix symboliques.

La dernière activité s'est déroulée en juin dernier : une journée sportive, avec un barbecue, qui s'est clôturée par un immense lâcher de ballons. Une carte était accrochée à chaque ballon, avec le nom de l'enfant et d'un site internet sur lequel les gens pouvaient poster une photo et préciser l'endroit où le ballon était arrivé. Nous avons reçu une centaine de réponses, la plupart venant d'Allemagne, jusqu'à 350-400 km d'ici !

En deux ans et demi, grâce à ces activités, nous avons récolté pas moins de 8900 EUR pour « Coup de pouce » ! Notre ancienne collègue fait le lien avec Kuala Lumpur, et les parents peuvent vérifier via un site internet que l'argent part bien sur place. Chaque mois, l'orphelinat dresse la liste de ses besoins (nourriture, langes, savon, fournitures scolaires...) et reçoit un package équivalent à 250 EUR.

Pour moi, il est indispensable d'organiser une action de solidarité à l'école. Il faut s'ouvrir sur le monde ! Il n'y a d'ailleurs eu aucune réticence, tout le monde était partant, dès le départ ! On essaie aussi toujours que les enfants reçoivent un souvenir après les activités. Par exemple, après une marche parrainée, ils ont reçu un bracelet avec marqué « coup de pouce ». Participer à cette opération leur procure une grande satisfaction ! » **BG**

Une expérience qui change la vision d'un métier

Gaëtane COUTEAU, maître assistante et maître de formation pratique, responsable des relations internationales à la HELHa - catégorie paramédicale :

« L'an dernier, six étudiantes de 1^{re} année nous ont fait part de leur souhait de participer à un projet solidaire à l'étranger. Nous envoyons nos étudiantes de dernière année au Sénégal en stage de trois semaines en juin, en partenariat avec l'asbl Action Sénégal'.

Nous avons donc tout naturellement fait appel à elle pour mettre un autre projet sur pied.

Au congé de carnaval, nous partirons avec ces étudiantes très motivées, aujourd'hui en 2^e année. Nous serons trois enseignants : moi-même, une collègue de 1^{re} année et un enseignant de communication, qui accompagnera des étudiants de Tournai venus réaliser un film en lien avec les enfants « faux talibés » que nous allons soigner.

Action Sénégal a, en effet, créé un centre d'accueil dans un quartier de Saint-Louis (une des plus grandes villes du Sénégal, au nord-ouest du pays), destiné à ces enfants. Âgés de 4 à 15 ans, issus de familles pauvres, ils sont confiés par leurs parents à un marabout censé se charger de leur éducation religieuse dans une école coranique. Ces talibés (élèves apprenant le Coran) doivent, en contrepartie, s'acquitter des travaux domestiques et sont généralement

Un soutien entre PO qui profite à tous

Gilbert LESOINNE, président du PO Écoles fondamentales catholiques (Visé, Cheratte-Bas et Richelle) :

« A Visé (diocèse de Liège), l'enseignement catholique relève de deux PO. Il y en a un pour les trois écoles fondamentales que sont l'Institut Saint-Hadelin, l'Institut du Sacré-Cœur et l'école libre de Cheratte-Bas et Richelle. L'autre a en charge trois écoles secondaires : le Collège Saint-Hadelin, l'Institut du Sacré-Cœur et l'Institut Saint-Joseph. Suite à une restructuration de l'enseignement fondamental de Visé, opérée en 1997, l'Institut fondamental Sacré-Cœur (maternelles et 1^{re} et 2^e primaires) s'est retrouvé sur le même site que le Sacré-Cœur secondaire. Cela posait pas mal de problèmes : cohabitation parfois difficile, dispersion des neuf années de maternelles et primaires sur quatre sites, saturation des locaux du secondaire, certaines classes se retrouvant dans des locaux peu conformes aux normes d'hygiène et de sécurité. On avait alors promis aux enseignants de faire le maximum pour arranger les choses.

Dans les années 2000, alors que j'étais directeur du Collège Saint-Hadelin et membre du PO du fondamental, j'ai lancé le projet de construction d'une nouvelle école pour accueillir l'Institut du Sacré-Cœur (maternelles et 1^{re} et 2^e primaires) sur le site de Saint-Hadelin. Le PO du fondamental n'avait malheureusement pas les moyens de financer cette construction. Avec l'appui déterminant de M. le doyen Joseph DESONAY, membre des deux PO, j'ai demandé au PO du secondaire, dont je connaissais les capacités d'investissement, s'il accepterait de s'engager à aider financièrement – dans les limites autorisées par la législation – le PO du fondamental dans ce projet couteux. La facture finale dépassait, en effet, 3 millions EUR.

Après bon nombre de discussions, réunions, projections et autres calculs, le PO du secondaire a donné son accord. Une commission « Construction » composée de représentants des deux PO a été mise sur pied, et le projet a pris corps petit à petit. Il est important de souligner que ce n'est pas seulement le PO du secondaire qui s'est engagé dans cette entreprise de solidarité, mais également les deux asbl de soutien du Collège Saint-Hadelin et de l'Institut du Sacré-Cœur. L'Institut Saint-Hadelin (3^e - 6^e primaires) contribue également chaque année au remboursement de l'emprunt, dans la mesure de ses moyens.

Les travaux ont débuté au printemps 2011, et le nouveau bâtiment a pu être occupé dès septembre 2012. Des locaux ont donc été libérés dans les bâtiments du Sacré-Cœur secondaire, ce qui a permis de meilleures conditions d'encadrement. Et il n'a pas tardé à voir augmenter sa population ! » MNL



contraints à mendier dans les rues afin de subvenir à leurs besoins, ainsi qu'aux besoins de leur maître et de sa famille. Ils ont malheureusement souvent affaire à de faux marabouts, plus motivés par l'enrichissement personnel que par leur éducation. La majorité de ces « faux talibés » vivent dans des conditions très précaires. Logés en surnombre dans des maisons délabrées où l'accès à l'eau, l'électricité, la santé et la nourriture est difficile, ils sont aussi victimes de sévices corporels. Dans de nombreux cas, on peut parler d'un réel esclavage.

Les étudiantes infirmières vont s'occuper de ces enfants au centre d'accueil. Elles vont les laver, soigner leurs plaies, leur donner à manger, mais aussi leur proposer des ateliers ludiques, du sport, des activités de bricolage, etc.

Le centre organise également un atelier d'alphabetisation. Ensuite, nous partons cinq jours dans le Sahel, où nous retrouverons certaines familles des enfants rencontrés au centre. Là, les futures infirmières vont soigner des enfants et des adultes. Elles vont vivre dans des conditions très sommaires, devoir apprendre à travailler avec des moyens très réduits et être confrontées à une réalité très dure. Ce projet part vraiment de leur désir de se rendre utiles et de se confronter à une expérience qui va certainement leur faire voir leur métier autrement. » MNL

1. www.facebook.com/ActionSenegalBelgique

À un clic de la classe !

Brigitte GERARD

La solidarité passe aussi par la classe. Un enfant malade ou handicapé, immobilisé à la maison ou à l'hôpital, peut avoir besoin de l'aide de ses camarades et de son professeur. C'est ce soutien que facilite l'asbl **Take Off**¹, en proposant à ces élèves de participer à la vie de la classe via un système informatique.

Témoignage

**Nathan, 16 ans
atteint de polyarthrite juvénile**

« Je suis en 4^e secondaire Techniques de gestion au Collège Saint-Guibert de Gembloux, et bénéficie des services de Take Off depuis 3 ans. C'est surtout en hiver que je dois rester à la maison et que j'utilise Skype pour suivre les cours et garder contact avec ma classe. Sur mon écran, je vois d'un côté la classe et de l'autre le tableau, sur lequel je peux zoomer. Je suis la plupart de mes cours de cette façon, ça m'aide beaucoup ! Un copain vient m'apporter des documents à la maison, et les profs m'en envoient aussi par e-mail. Sans ce système, je ne pourrais pas rester à jour, et je pense que j'aurais perdu le fil des cours. C'est beaucoup plus facile que si je devais recevoir les feuilles de cours au fur et à mesure. Je peux aussi passer les examens chez moi, sous surveillance, notamment de ma maman ! Grâce à Take Off, je peux aussi rester en contact avec mes copains, c'est sympa et plus confortable. »

« Les enfants malades souffrent surtout d'isolement, constate **Sabine VERHELST**, directrice de l'asbl **Take Off**. En 2006, d'anciens employés d'IBM ont, dès lors, mis en place un système leur permettant de rester en communication avec leur classe et de poursuivre leur scolarité. » Il s'agit, en outre, de les aider à retourner à l'école plus facilement et de favoriser la solidarité des autres élèves.

En 10 ans, plus de 400 enfants et 230 écoles de tous les niveaux ont bénéficié des services de l'asbl, les trois-quarts des cas concernant l'enseignement primaire. L'an dernier, 75 élèves ont ainsi été connectés avec leur classe. « Nous fournissons les moyens informatiques gratuitement, explique S. VERHELST. Le système fonctionne avec Skype. Au fond du local, on installe un ordinateur fixe avec une caméra et l'enfant peut voir la classe, zoomer sur le tableau avec son propre équipement, et ainsi suivre le cours. »

Réseau de solidarité

L'asbl, reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ne perçoit aucun subside public. Ce sont des entreprises privées qui lui permettent de fonctionner en lui octroyant de petits budgets. **Take Off** emploie une dizaine de bénévoles et trois techniciens professionnels.

« Le système est de mieux en mieux accueilli dans les écoles, se réjouit la directrice. Les enseignants sont rassurés du fait que les images ne sont pas enregistrées et que les parents n'interviennent pas. Il est important pour les autres élèves de pouvoir rester en contact avec leur camarade, de partager son quotidien. L'impact est positif pour tous les enfants ! »

En secondaire, les enseignants s'organisent pour donner cours dans un même local, ou certains élèves vont de classe en classe avec un ordinateur portable. Un véritable réseau de solidarité

se met en place : « Malgré tout, nous faisons parfois face à des réticences de certains parents, qui ne comprennent pas les raisons de ce régime privilégié. Nous essayons alors de leur expliquer les choses. »

D'autres soucis peuvent apparaître : une classe



chahutée, des complications techniques, trop de bruit dans l'enseignement qualifiant... Heureusement, dans la grosse majorité des cas, tout se passe très bien. « Un constat : nous avons de plus en plus d'élèves en Hainaut, et de moins en moins en Brabant wallon et à Namur... Par ailleurs, 50% d'entre eux sont issus de milieux plus défavorisés. Souvent, ce sont les hôpitaux qui nous contactent, mais le mieux serait que les écoles adoptent ce réflexe ! » ■

En savoir plus : www.takeoff-asbl.be

1. Lire aussi *entrées libres* n°79, mai 2013, pp. 16-17

Un dispositif de haute voltige

Conrad van de WERVE

Réduire la durée de ses études supérieures en valorisant son expérience ? C'est possible grâce à la procédure **VAE (Valorisation des acquis de l'expérience)**. Quels en sont les enjeux, pour les adultes en reprise d'études ? Et pour le système d'enseignement ? C'est à cette double question que la FEProSoC (Fédération de l'Enseignement de promotion sociale catholique) a tenté de répondre lors de sa rentrée académique, en invitant **Françoise de VIRON**¹, Professeure à l'UCL-École d'éducation et de formation².

« *Valoriser les acquis d'expérience, c'est mettre en balance des éléments hétérogènes*, explique Françoise de VIRON. *Il s'agit de comparer des éléments de l'expérience d'un individu avec des balises formulées dans un cadre institutionnel.* » L'expérience peut être envisagée à partir d'au moins quatre dimensions : cognitive (l'intellect, la réflexion), affective (les sentiments), conative (la propension à entreprendre d'autres actions), ou parfois corporelle (dans les métiers pratiques). Pour le candidat, l'enjeu est de mettre en évidence des acquis utiles et d'identifier des expériences à valoriser. Pour le membre de jury VAE, il s'agit d'identifier les acquis les plus en adéquation avec le programme de formation.

Valoriser et valider

« *On compare des choses qui, à priori, n'ont pas grand lien*, lance Fr. de VIRON. *Dès lors, nous nous référerons au principe de commensurabilité cher à Philippe ASTIER³ pour mettre ces éléments hétérogènes en correspondance. Il faut, au départ, déterminer les objectifs qui sont à atteindre. Les attendus peuvent s'exprimer sous la forme de profil de compétences, de profil de diplômes, de référentiel métier... Dans ce contexte, le jury va devoir mesurer les preuves fournies par le candidat, évaluer les résultats des épreuves, mesurer la conformité, pour ensuite juger :*

est-ce que le candidat va pouvoir accéder ou non à telle formation ? Va-t-il pouvoir être dispensé ou non de telle unité d'apprentissage ? » Et l'exercice n'est pas simple : « *Les recherches sur le sujet montrent que les jurys ont souvent tendance à privilégier les acquis d'apprentissage formels – qu'ils connaissent mieux – plutôt qu'informels* », ajoute-t-elle.

Révolution copernicienne ?

Avec la VAE, le rapport au savoir se trouve modifié, ainsi que le rôle de chaque protagoniste. L'enseignant découvre un nouveau métier, encore peu reconnu actuellement. Le candidat admis dans une formation doit pouvoir faire sa place dans l'auditoire : « *Il n'est pas rare qu'il fasse l'objet de jalousie, parce que dispensé de tel ou tel cours...* »

Au-delà de la posture de chacun, une série d'enjeux très concrets se présentent, parmi lesquels la conception de programmes de cours lisibles et accessibles pour ce nouveau public, l'offre en termes de remise à niveau et de propédeutique... Plus globalement, c'est un nouveau dispositif d'éducation qui doit pouvoir faire sa place dans le système. ■

La Professeure Françoise de VIRON lors de son exposé à Louvain-la-Neuve, le 17 octobre dernier



Photo : Conrad van de WERVE

VAE : objectif européen

La VAE figure à l'agenda européen. Une des treize priorités du cadre stratégique « *Éducation et formation en 2020* » vise à encourager le développement de systèmes efficaces d'orientation tout au long de la vie, ainsi que des systèmes intégrés pour la validation de l'apprentissage non formel et informel.

1. Elle bénéficie d'une longue expérience de membre ou de présidente de jury VAE dans le cadre des masters en Sciences de gestion et en Sciences de l'éducation de l'UCL. Elle mène aussi une recherche sur le sujet dans le cadre du RIFA, groupe Recherche interdisciplinaire en formation d'adultes du GIRSEF (Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation-UCL).
2. Ce thème est également le fil rouge de la Fédération pour cette année académique 2016-2017.
3. Professeur en Sciences de l'éducation à l'Université Lumière Lyon 2

François GEMENNE

Migrations : les politiques se fondent plus sur des perceptions que sur des réalités

Les États, dans leur grande majorité, semblent vouloir stopper les vagues d'immigration actuelles ou, en tout cas, s'en protéger...

François GEMENNE : Quand j'étais étudiant au Collège Saint-Louis, on assistait à l'arrivée d'internet. Ce phénomène était perçu à la fois comme une formidable opportunité et comme une menace pour la manière traditionnelle d'enseigner. On organisait des débats « pour ou contre internet ». Aujourd'hui, nous avons accepté l'idée qu'il soit devenu un facteur structurel de nos vies. On ne parle plus de résister à internet ou d'en maîtriser les flux. C'est pourtant la conviction qui prévaut quand on dit : il faut contrôler les flux migratoires, comme si nous en avions la capacité, avec l'idée que, dans un monde idéal, chacun resterait chez soi !

Utopique...

FG : Bien entendu, nous souhaiterions que les guerres s'arrêtent, que les famines cessent, que tous les pays soient égaux... Mais les inégalités ont plutôt tendance à se creuser. Tant qu'elles persisteront, les flux migratoires en seront les révélateurs. Ils sont devenus un élément structurel dans notre monde contemporain. Tant que nous tenterons d'y résister, nous déploierons des réponses politiques au mieux, contreproductives, au pire, meurtrières !

Malheureusement, en matière migratoire, les politiques se fondent davantage sur les perceptions de l'immigration que sur ses réalités. On voit, à la télévision, des images très impressionnantes de milliers de gens qui arrivent sur les îles grecques. Du coup, beaucoup d'entre nous ont l'impression que l'Europe, dans son ensemble, est confrontée à un flux de réfugiés sans précédent, alors qu'il est concentré dans des lieux précis et touche à peine d'autres pays. On plaque sur ces étrangers une série de perceptions, et on persiste à avoir un jugement normatif en faisant une différence entre les « bons » réfugiés fuyant la guerre et les « mauvais »

migrants économiques qui veulent trouver du travail ou de l'argent.

On a aujourd'hui deux tendances profondément contradictoires : le besoin de migrer, de plus en plus fort pour de plus en plus de personnes (chassées de chez elles par des guerres, des famines, des catastrophes naturelles, ou le besoin de nourrir leur famille), et dans le même temps, des frontières qui se ferment et des murs qui sont érigés comme derniers remparts face à une mondialisation perçue comme une menace pour nos identités, nos systèmes sociaux, notre marché du travail.

Avec le risque de provoquer des crises humanitaires de plus en plus importantes ?

FG : Effectivement ! L'Europe est aujourd'hui devenue la destination du monde la plus dangereuse pour les migrants, avec plus de 35 000 morts noyés en Méditerranée, depuis 2000 ! C'est une situation insupportable ! Quand le mur de Berlin est tombé en 89, chacun a juré, la main sur le cœur, que plus jamais on n'érigerait de séparation entre les peuples... Or, depuis cette date, une série de murs ou de barrières sont apparus, avec le même objectif : faire croire aux populations qu'on se prémunit de ce qu'on voit comme une menace. Mais face à la nécessité, pour les migrants, de franchir les frontières coûte que coûte, cela a surtout pour effet de favoriser le développement du business des passeurs et de rendre ces déplacements plus coûteux, difficiles et dangereux, et donc plus meurtriers. Croire que c'est en contrôlant les frontières qu'on va juguler ces flux est une absurdité sans nom, doublée d'une immense vanité politique !

Dès qu'on ferme une route, d'autres s'ouvrent...

FG : C'est ce qu'on voit très bien à l'heure actuelle, depuis la mise en œuvre de l'accord avec la Turquie : on essaie de fermer la route de la Turquie vers la Grèce ; du coup, on a une recrudescence des

Interview : Conrad van de WERVE
Texte : Marie-Noëlle LOVENFOSSE

arrivées par bateau depuis la Lybie vers l'Italie. C'est une traversée beaucoup plus longue, plus coûteuse, et donc plus profitable aux passeurs. Il ne faut pas oublier que pour beaucoup de migrants, le parcours a déjà été très long (parfois plusieurs années) avant d'arriver sur les rives de la Méditerranée. Les passeurs opèrent également à l'intérieur des terres, et donc ces routes migratoires peuvent varier assez rapidement selon qu'on ferme telle ou telle frontière.

On ne résout pas le problème, on ne fait que le déplacer ! De toute façon, cet accord avec la Turquie est extrêmement discutable du point de vue de sa légalité. Un État signataire de la Convention de Genève n'a pas le droit de refouler à sa frontière un individu qui fuit une situation de persécution et demande l'asile, même si on argue que la Turquie est un pays sûr et qu'elle va s'en occuper.

L'accord me paraît extraordinairement discutable aussi sur le plan éthique, puisque l'Union Européenne, faute de pouvoir trouver en son sein une réponse au problème, va se défausser de sa responsabilité en chargeant la Turquie, un régime en dérive autoritaire, de faire le boulot à sa place. Et le principe qui consiste à échanger les réfugiés un contre un me semble éthiquement indigne aussi.

La question de l'intégration des étrangers acceptés chez nous vous interpelle également...

FG : On dit aux étrangers : nous ne vous accepterons comme nos semblables que si vous vous intégrez, c'est-à-dire si vous acceptez d'adopter nos traditions, nos coutumes et, au fond, d'abandonner une partie de votre identité pour adopter la nôtre, comme s'il était possible de définir, à partir de la multitude de nos identités individuelles, une forme d'identité commune...

Les travaux de ce chercheur¹ en sciences politiques l'amènent à s'intéresser de près aux migrations et déplacements liés aux changements environnementaux, ainsi qu'au contrôle des flux migratoires. Pour lui, à un moment où l'Europe est devenue la destination du monde la plus dangereuse pour les migrants, le principal défi cosmopolite auquel nos sociétés sont confrontées, c'est de reconnaître les étrangers comme nos semblables.



Photo : HELMo - Alice DRIESEN

Ça me paraît extrêmement dangereux, et profondément anachronique.

Le risque, pour nos sociétés, c'est qu'on va assister de plus en plus à une sorte de fracture de la mondialisation, avec une élite mondialisée qui se définira elle-même dans une identité cosmopolite pour qui les frontières ne voudront plus rien dire, et d'autres qui verront la mondialisation comme une menace et s'accrocheront à la frontière comme dernier rempart pour définir une identité qu'ils pensent menacée de toutes parts. Le défi cosmopolite auquel nos sociétés sont confrontées, c'est de parvenir à reconnaître les étrangers non pas comme des étrangers, mais comme nos semblables !

Quelle est la principale mission de l'école face à ces questions ?

FG : Pour moi, le grand défi de l'école aujourd'hui est celui de la promotion de

la diversité. Les classes sont le reflet de la société, elles accueillent des élèves de plusieurs nationalités, origines, confessions. Il y a là quelque chose à construire autour d'une sorte d'identité commune qui va s'enrichir de la diversité. Cet apprentissage, c'est peut-être l'élément le plus utile à retirer des années d'école, aussi utile, en tout cas, que la capacité à lire, compter ou écrire. Il devra également être reconnu comme tel au moment de chercher un emploi.

Certains craignent que les établissements accueillant de nombreux immigrés soient tirés vers le bas. Je pense qu'ils font erreur ! Ces écoles, considérées comme défavorisées, sont en réalité gagnantes, parce qu'elles apprennent à dépasser une série de difficultés (différence de langue, accommodements raisonnables, nourriture à la cantine, etc.). C'est une grande richesse de faire la découverte de la

diversité ensemble, et plus élève par élève, et de voir comment chacun peut faire de sa double ou triple identité une richesse plutôt qu'une entrave. Ce n'est malheureusement pas encore suffisamment le cas pour beaucoup de jeunes issus de l'immigration, qui ne se reconnaissent ni dans l'identité de leur pays d'origine, ni dans celle de leur pays d'accueil. ■

1. François GEMENNE est titulaire d'un doctorat en Sciences politiques et sociales de l'Université de Liège et de l'Institut d'Études politiques de Paris, ainsi que d'une maîtrise de recherche en Sciences politiques de la London School of Economics, et d'une maîtrise en Développement, Environnement et Sociétés de l'Université Catholique de Louvain. Il participait, le 19 mai dernier, à une table ronde organisée par le Collège des directeurs de l'enseignement fondamental catholique (CoDiEC) et l'HELMo. Il débattait avec le philosophe et théologien Vincent FLAMAND.

RivEspérance

Jean-Pierre DEGIVES

RivEspérance ? C'est le nom d'un grand rassemblement organisé dans les locaux de l'Université de Namur tous les deux ans. Un nom en forme de mot-valise, dont le sens reste incertain. Est-ce une invitation à aborder sur la rive de l'espérance ? Est-ce une suggestion de rester rivé, enchaîné à l'espérance ? Est-ce une exhortation à rivaliser d'espérance ? Sans doute un peu tout cela à la fois...

Le pape François peut nous aider à y voir plus clair : « *L'espérance n'est pas de l'optimisme, il ne s'agit pas de cette capacité à envisager les choses d'un cœur vaillant et à aller de l'avant, et ce n'est pas simplement non plus une attitude positive (...) Les premiers chrétiens la représentaient comme une ancre. L'espérance était une ancre ; une ancre fixée sur la rive de l'au-delà. Notre vie, c'est comme marcher sur la corde vers cette ancre.* »¹

Un forum citoyen

RivEspérance ? L'équipe porteuse définit cette manifestation comme « *48 heures de rencontres, de réflexion, de ressourcement et de célébration. En famille, en couple, seul ou en groupe, deux jours pour cultiver l'espérance et la joie, et rêver ensemble d'un monde plus fraternel.* »

Ce rassemblement, dont l'édition 2016 s'est tenue les 4, 5 et 6 novembre, est ouvert à tous ceux et celles qui se sentent concernés par notre vivre ensemble et interpellés par l'Évangile. Toutes les Églises chrétiennes, toutes les convictions religieuses et philosophiques y sont les bienvenues. Toute personne de bonne volonté, quels que soient son âge et ses convictions, tout le monde y trouve quelque chose à apprendre, à partager, à découvrir !

Au programme ? Cinq grandes conférences, dont la conférence inaugurale de **Frédéric LENOIR**² ; une trentaine d'ateliers-débats ; une après-midi pour les 20-40 ans avec Guy GILBERT ; quatre concerts ; une soirée conviviale et festive ; une grande célébration eucharistique ; des moments de rencontre informels et spontanés ; des temps de prière.

Et visiblement, la formule séduit et rencontre les attentes de beaucoup : 1200 personnes se sont pressées à la conférence de Frédéric LENOIR, 2000 participants au total, pour les trois jours !

Habiter notre maison commune

Rejoignant la préoccupation du pape François dans son encyclique *Laudato si'*, le thème de la troisième édition était « *Habiter notre maison commune* ». Entendu au sens où l'explique le souverain pontife, qui rappelle « *l'intime relation entre les pauvres et la fragilité de la planète* ».

En effet, le monde du 21^e siècle connaît des mutations nombreuses. Sans doute, comme toutes les périodes axiales de l'histoire. Cependant, notre époque subit de grandes tensions : aujourd'hui, la technologie évolue à vive allure, mais la planète semble s'épuiser. La mondialisation progresse et en même temps, la violence frappe aveuglément. Notre humanité se cherche, tandis que notre maison commune crie au secours. Ces tensions posent nombre de questions : quel monde voulons-nous pour demain ? Quelle écologie ? Quel dialogue des cultures et des religions ?

Des racines pour l'avenir

Le Secrétariat général de l'enseignement catholique a répondu favorablement à l'invitation des organisateurs d'animer un atelier. Son objet : revisiter la tradition chrétienne de l'éducation et examiner en quoi elle rencontre le thème choisi pour cette édition de *RivEspérance*.

L'évolution récente de la société place l'enseignement catholique devant deux



défis importants : suppléer à l'effacement progressif des fondateurs – congrégations, paroisses, diocèses – et apporter une réponse adéquate à une situation de pluralisme de fait, tant des usagers (élèves et familles) que des prestataires (membres des équipes éducatives). Mais il ne manque pas de ressources pour y faire face : la chance que les « héritiers » laïcs ont de pouvoir s'adosser à une tradition, et la volonté d'y préserver un espace engageant au dialogue, ouvert à la mise en débat des convictions.

Que de remarques judicieuses, que de considérations pertinentes dans les réactions des participants ! Ainsi, le regard qu'ils posent sur l'enseignement catholique est d'une grande lucidité. Bien sûr, les écoles catholiques sont des écoles de qualité. Mais ce peut être le cas de toutes les écoles. En quoi se distinguent-elles donc ? Sans doute parce qu'elles s'adossent à une tradition,



Conférences, ateliers, concerts et célébrations ont rythmé ces 48h de réflexion et de ressourcement



Photos : Charles BOKOR

Réussir ensemble

Dans l'échange, à nouveau, les remarques et commentaires des participants frappent par leur perspicacité. Ces valeurs, dont chacun s'accorde à reconnaître qu'elles constituent un défi déterminant mais complexe, n'ont de chance d'être transmises que si les équipes éducatives en portent le témoignage. Les inscrire dans les programmes, c'est nécessaire mais pas suffisant. Encore faut-il adopter les attitudes, poser les gestes qui les traduisent, montrer l'exemple. À l'école, non pas se croiser, mais vivre ensemble. Et même plus.

Habiter cette maison commune qu'est chaque établissement dédié à l'apprentissage et la transmission, n'est-ce pas avoir pour ambition de « réussir ensemble » ? C'est dans ce projet que se sont engagées certaines de nos écoles. Pari difficile.

Gains inattendus : enseignants, direction, élèves et parents, tendus vers ce même objectif, ont commencé à porter sur les autres un regard différent, bienveillant et complice. Le respect des autres est allé de pair avec des égards nouveaux pour l'environnement matériel, faits de retenue et de réserve. Pas le paradis, bien sûr ! Pas immédiatement. Mais le début d'un chemin sur lequel ils rejoindront peut-être un jour saint François... ■

la tradition chrétienne de l'éducation, et à une référence, la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ, qui lui sont propres. Cela ne lui confère pas le monopole des valeurs qu'elles promeuvent. Mais en s'obligeant à les annoncer, les vivre et les faire vivre concrètement, elles répondent à l'appel que lui lance sa tradition éducative.

L'éducation à l'environnement

Cette préoccupation, qui traverse bien des programmes de l'enseignement catholique, prend sa source dans son projet éducatif *Mission de l'école chrétienne*. De nouveau, les écoles catholiques partagent, avec toutes les écoles, ce souci de notre maison commune. Mais à sa façon, c'est-à-dire dans une vision transversale qui touche toutes les disciplines. Cette éducation à l'environnement doit conduire à des acquis cognitifs et à des compétences maîtrisées, mais aussi et surtout à des attitudes, des comportements,

des savoir-être qui correspondent au développement de compétences d'ordre personnel et social. Il s'agit de prendre conscience de sa place et de sa responsabilité dans cette maison commune et parmi les autres. En cela, l'éducation à l'environnement déployée dans les écoles catholiques manifeste des convergences nombreuses avec l'encyclique *Laudato si'* du pape François. En effet, la question de l'environnement, tant dans l'encyclique que dans les programmes de cours de l'enseignement catholique, est intimement liée à la reconnaissance et au respect de l'autre, à une approche transversale faisant droit à la pensée complexe, à la nécessité d'un dialogue entre sciences/technologie et religion, à une éthique de responsabilité, notamment vis-à-vis des migrants fuyant une misère accrue par la dégradation environnementale, à une solidarité universelle avec les plus démunis, « l'option préférentielle pour les pauvres ».

1. Pape François, « Méditation matinale en la chapelle de la Maison de Marthe », 29 octobre 2013, rapportée dans l'*Osservatore Romano*, édition hebdomadaire n°45 du 7 novembre 2013

2. Nous en parlerons dans un prochain numéro.

Le Saint, le Chevalier et l'étoile filante

Les fluctuations des modèles proposés aux jeunes

Brigitte GERARD

De tout temps, les jeunes ont eu besoin de modèles pour grandir, évoluer, devenir des adultes accomplis et responsables. Mais quel rôle joue l'école à ce niveau ? Et, à fortiori, quels sont les modèles présentés à la jeunesse par notre enseignement catholique depuis son apparition au XIX^e siècle ? C'est avec cette thématique que nous poursuivons notre présentation de chapitres du livre *L'enseignement catholique en Belgique*, paru récemment. Dans celui-ci, **Jean PIROTTE**, historien et professeur émérite à l'UCL, évoque une série de modèles présentés aux élèves de nos écoles et la façon dont ils ont pu les influencer au fil du temps : modèles religieux, missionnaires d'outre-mer, Croisés, héros de bandes dessinées et de séries télévisées, en passant par des figures altruistes telles que Sœur Emmanuelle ou Nelson MANDELA...

“ Dans ses « *Réflexions sur l'éducation* » (1803), Emmanuel Kant posait le dilemme de l'éducation en formulant ces deux questions : « Comment unir la soumission sous une contrainte légale avec la faculté de se servir de sa liberté ? Car la contrainte est nécessaire, mais comment cultiver la liberté sous la contrainte ? »

Autrement dit, Jean PIROTTE s'interroge, en ce début de chapitre : « Comment d'une part, « formater » l'enfant en fonction des impératifs de la société (règles de bienséance), de conformité au milieu naturel et humain et, d'autre part, le stimuler à une autonomie minimale pour qu'il devienne un adulte responsable ? Avant l'intervention de l'école, le modèle des adultes entourant l'enfant était fondamental pour aider le jeune à se situer, lui inspirer des comportements et transmettre des savoir-faire : le père et la mère et les proches, sans oublier les grands-parents. Ces modèles permettaient aux jeunes de se construire. Dans la tâche immense et toujours à reprendre de l'éducation, la question des modèles est cruciale. »

Transmission de valeurs

L'auteur pointe ensuite le rôle crucial de l'école en la matière : « Dans nos sociétés,

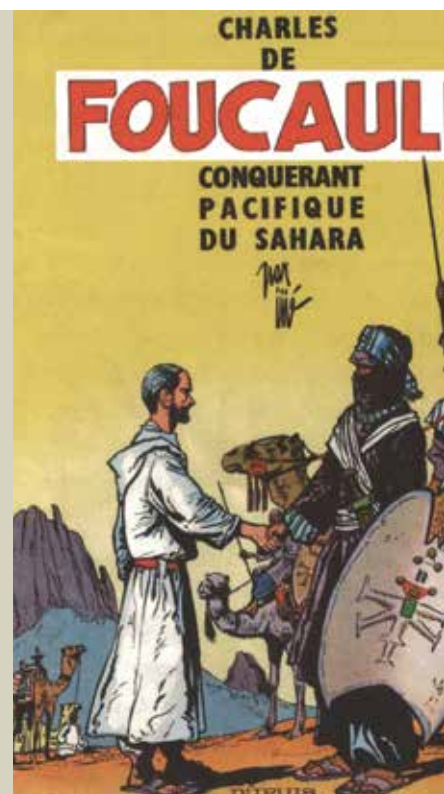
avec la famille, avec l'institution ecclésiale et le paysage que celle-ci a inspiré, l'école est le troisième maillon de la chaîne de transmission des valeurs morales et religieuses. Enjeu de société évident depuis le milieu du XIX^e siècle, l'enseignement prend une importance accrue avec l'obligation scolaire votée en 1914. Dans le réseau catholique, quels personnages ont été proposés

aux jeunes comme modèles à imiter ? Dans le registre plus sublime, quels héros ont été mis à l'honneur pour exercer un pouvoir attractif sur les jeunes générations ? Si chaque époque suscite ses héros, de quelle empreinte les évolutions sociales ont-elles marqué ces constructions successives ? Tout autant que de nos pères, nous sommes les enfants de notre temps. »¹ ■

Les héros, reflets de leur époque

Les modèles proposés aux jeunes par l'école catholique au fil du temps ont suivi les changements de la société dans son ensemble. Ce chapitre offre un survol chronologique de ces personnages présentés comme idéaux. Après un aperçu des sources à prospecter pour découvrir ces multiples modèles, Jean PIROTTE débute par l'époque de la piété ultramontaine et des déchirements idéologiques du XIX^e siècle, avec notamment les Saints patrons de la jeunesse, mais aussi les héros historiques ou mythiques de la construction de la nation belge.

L'auteur poursuit avec le temps de la reconquête chrétienne entreprise entre la fin du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle, marquée notamment par un nouveau dynamisme missionnaire en terres lointaines. Il termine avec les remises en question de ces dernières années et la disparition progressive de héros susceptibles de créer un consensus.



Extrait

Le milieu du XIX^e siècle voit le renouveau du dynamisme missionnaire en direction de l'outre-mer. Tout est fait, dès lors, pour susciter les vocations dans les écoles, notamment grâce à la création de divers organes spécifiques. Et comme on le lit ici, tous les moyens sont envisagés :

« Avec le temps, la littérature missionnaire se diversifie en s'orientant dans l'entre-deux-guerres vers d'autres genres : romans pour enfants et adolescents, théâtre, brochures de vulgarisation, almanachs illustrés, calendriers missionnaires, etc. Les moyens modernes de diffusion sont également prospectés. Les films missionnaires constituent un riche domaine d'investigation. Plus tard encore, la bande dessinée pour les jeunes prête également ses cases à l'aventure missionnaire : un modèle du genre

fut la biographie de « Charles de Foucauld », que Jijé (Joseph Gillain) fit paraître dans l'hebdomadaire « Spirou » en 1959.

Pour la jeunesse, les modèles vivants et les exemples vécus ne manquent pas, à commencer par le célèbre jésuite Pierre Jean De Smet originaire de Dendermonde, chevauchant de 1838 à 1873 parmi les Indiens des Montagnes rocheuses aux États-Unis. Plus tard, l'admiration se déplace vers le Père Damien (Joseph de Veuster), missionnaire des Sacrés-Cœurs, perdant sa vie au milieu des lépreux de Molokai (Iles Hawaï) depuis 1873. Les jeunes en mal d'aventure sur fond exotique pouvaient se rêver chevauchant avec le Père De Smet ; ceux en mal de dévouement total pouvaient se projeter dans l'abnégation du Père Damien ; ceux épris de justice sociale s'imaginaient accompagnant le jésuite Constantin Lievens dans ses combats au Chota Nāgpur (Inde).

En effet, la propagande missionnaire dans les écoles et dans les revues, jouait sur la corde sensible et sur l'appel au dévouement et à l'aventure dans un cadre exotique. Le missionnaire était cet être à la fois généreux, pieux et débrouillard, conforme au portrait flatteur qu'en brosse Hergé dans « Tintin au Congo » : un broussard jovial, accueillant, que l'on décrit tour à tour comme bâtisseur, homme de prière, enseignant, dévoué au prochain. Annonceur de l'Évangile, défricheur de terres, héraut de « la » civilisation, pourfendeur des superstitions et des coutumes païennes asservissantes, le missionnaire incarne le héros des temps modernes. Perçoit-on à l'époque le paradoxe de ce personnage, porteur outre-mer d'une émancipation moderne, alors que son milieu d'origine est mal à l'aise avec une modernité jugée menaçante ? »²

**Jan DE MAEYER
et Paul WYNANTS, éd.**

*L'enseignement catholique en Belgique
Des identités en évolution
(19^e-21^e siècles)*

Éditions Averbode/Érasme, 2016
49 EUR

**Le livre est disponible dans
toutes les bonnes librairies
ou sur [www.averbode.be/
identitesenevolution](http://www.averbode.be/identitesenevolution)**

1. *L'enseignement catholique en Belgique. Des identités en évolution (19^e-21^e siècles)*, p. 355

2. *Ibidem*, pp. 366-367



 [LUCE WILQUIN]


Isabelle BARY

Ce qu'elle ne m'a pas dit
Éditions Luce Wilquin, 2016

longs, des engueulades et des fous rires, des sushis le samedi, des impertinences d'ado avec un peu d'herbe fumée en cachette et, bien sûr, trop d'internet. Rien d'extraordinaire, en somme.

Mais ça, c'était avant. Avant que Marie découvre le secret bien gardé du passé passionné et violent qui est le sien. Tantôt cruelle et tantôt drôle, émouvante et parfois désespérée, la révélation de ce secret tisse peu à peu une histoire qui rapprochera Marie de sa fille.

Parce que nous avons tous de vieux secrets, petits ou grands, l'auteure de *Zebraska* célèbre, dans son huitième roman, l'imagination, la mémoire, l'amour, l'humour et la joie de vivre comme alternatives au silence.

CONCOURS

Gagnez un exemplaire de ce livre en participant en ligne, **avant le 13 décembre**, sur www.entrees-libres.be

Les gagnants du mois de septembre sont :

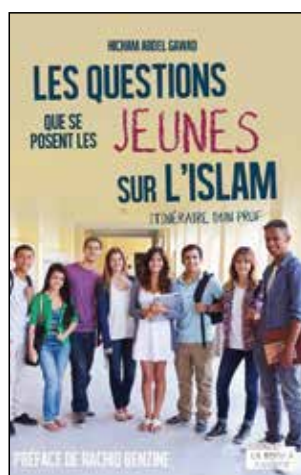
Béatrice DELAHAUT, Laila SCANDARI, David SERRA, Marlène VERDY et Alain WAIN.

PARUTION

Hicham ABDEL GAWAD nous livre, dans cet ouvrage remarquable à plus d'un titre, son itinéraire personnel d'interrogateur de réponses qui l'a progressivement conduit à son métier de professeur de religion islamique capable de recevoir et d'aller au cœur des vraies questions que se posent les jeunes sur l'islam.

Son parcours religieux, à la fois émotionnel et intellectuel, a traversé différentes phases allant de la naïveté de l'enfance en passant par le salafisme, puis par une période d'approche scientifique des religions proche du scientisme, débouchant sur une réconciliation des approches scientifique, philosophique et théologique de l'islam. Il a pu, au passage, engranger une connaissance sérieuse du christianisme.

Pédagogue hors pair prenant au sérieux les questions de ses élèves, il les accompagne dans une recherche qui refuse les réponses rapides. Les professeurs de religion catholique découvriront qu'ils travaillent les mêmes questions avec leurs élèves : la sortie d'un rapport magique au religieux, la découverte de la nature symbolique des textes religieux, leur analyse historico-



Hicham ABDEL GAWAD

*Les questions que se posent
les jeunes sur l'islam*
Itinéraire d'un prof

Éditions La boîte à Pandore,
2016

critique, la prise en compte de l'anthropologie sous-jacente, la pratique du questionnement philosophique, l'ouverture à l'éclairage des sciences et des sciences humaines, la réflexion par le dialogue... Autant de compétences qui cadrent parfaitement avec le nouveau référentiel d'Éducation à la philosophie et à la citoyenneté (EPC).

Ce livre accessible, dont le style accroche le lecteur dès la première page, s'adresse tout autant aux jeunes qu'aux professeurs, aux parents, aux éducateurs ou aux médiateurs interculturels. **Myriam GESCHÉ**

**Lire aussi la critique de
Fabrice GLOGOWSKI sur
notre site www.entrees-libres.be**

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

DU SINGULIER AU PLURIEL À L'ÉCOLE DU BIEN COMMUN

EN LIGNE !

TOUTES LES TRACES DE LA 12^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE SUR
[HTTP://ENSEIGNEMENT.CATHOLIQUE.BE](http://ENSEIGNEMENT.CATHOLIQUE.BE)

> TRACES UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
RETRANSCRIPTIONS DE CONFÉRENCES,
CAPTATIONS VIDÉO & INTERVIEWS



PASTORALE SCOLAIRE : DEUXIÈME !

La seconde affiche de pastorale scolaire invite au dialogue. Quand faut-il se taire, et quand faut-il parler ? Est-il toujours nécessaire d'aborder les questions difficiles ? Comment lui dire pour bien le dire ? Ne vaut-il pas mieux laisser le temps faire son œuvre et recouvrir les non-dits ? Voilà une série de questions qu'il nous est tous arrivé de nous poser. Or, il n'y a point de réponse définitive ou valable dans toutes les situations.

La Commission interdiocésaine de pastorale scolaire (CIPS) propose deux éclairages. D'abord, celui de Dennis GIRA, référence en matière de dialogue, qui classe « le silence » en tête de la liste des cinq ennemis du dialogue. Mais il indique aussitôt qu'il peut aussi en être l'un des amis : même si le silence neutralise le dialogue, il arrive parfois qu'il soit nécessaire pour laisser ouverte la possibilité du dialogue en évitant la rupture totale.

Enfin, les évangiles aussi sont truffés de récits où Jésus ose des paroles fortes, risquées, vraies qui touchent et suscitent d'autres paroles. Pensons, par exemple, à cette rencontre avec la samaritaine, cette femme étrangère (Jn 4, 7-26), au dialogue avec Pierre qui allait le renier (Mc 14, 26-3), aux paroles dures adressées aux pharisiens, au cœur à cœur avec le centurion (Mt 8, 5-13)... **ED**

UNE DEUXIÈME VIE POUR VOTRE MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE

L'asbl **Alliance pour un développement durable (ADD)** soutient des projets portés par des monastères bénédictins en Afrique, notamment des projets de scolarisation pour les populations environnantes.

Le monastère de Mambré, à Kinshasa, développe le complexe scolaire Saint-Benoit, un établissement primaire et secondaire de près de 1000 élèves. Cette école manque de matériel pédagogique de base tel que des équerres, compas et rapporteurs de tableaux.

Si votre école souhaite leur venir en aide en donnant une seconde vie à votre matériel, n'hésitez pas à prendre contact avec :
Brigitte OGER – dboger@hotmail.fr
Plus d'infos sur www.addafrique.be



Photo: ADD

Rendez-vous sur :

<http://enseignement.catholique.be> > Services du SeGEC > Pastorale scolaire

Les pistes peuvent également être obtenues auprès des équipes diocésaines de pastorale.

Informations complémentaires : myriam.gesche@segec.be

APPEL À PROJETS



Vous souhaitez mener un projet concret pour améliorer les sanitaires de votre école ? Le Fonds BYX (géré par la Fondation Roi Baudouin) lance un nouvel appel à projets pour les écoles fondamentales. En 2015 et

2016, ce sont respectivement 35 et 30 écoles qui ont pu bénéficier de soutien. Alors, pourquoi ne pas tenter le coup pour votre établissement ?

Le projet doit viser à améliorer globalement l'état, l'accès et la gestion des sanitaires, par le biais d'une combinaison d'aménagements matériel et logistique (hygiène, confort, entretien...) et d'actions de sensibilisation pédagogiques (importance du lieu, conditions d'accès, règles de respect...).

La date-limite de candidature est fixée au 12 janvier 2017, et le résultat des délibérations est attendu en avril 2017. **ED**

Plus d'infos sur <http://netournonspasautourdupot.be>

L'humeur de...

Martin DUBOIS

Vive l'absurdité !

Le train est l'occasion de faire maintes rencontres inattendues et souvent surprenantes. Ceux qui, comme moi, ont le malheur d'en faire un usage quotidien savent combien cela est vrai.

Ma dernière rencontre fortuite remonte à une semaine. À peine installé sur mon siège et déjà plongé dans les limbes de mes rêveries, je ne remarque pas immédiatement ce qui fera le charme de ce voyage. Surpris, mon esprit endormi alerte tout doucement ma rationalité : il y a un fait absurde dans mon champ de vision. La recherche ne fut guère pénible. L'absurdité s'est installée juste sur le siège en face du mien. Son apparence velue et bien portante peine à me faire oublier l'aspect ténébreux de ses yeux, et je reste circonspect devant la scène qui se joue devant moi.

Un ours en peluche d'environ 1m80 est assis en face de moi ! Mes yeux sont grands ouverts et dubitatifs. Je tourne lentement ma tête emplie de complexité vers son propriétaire et tente, avec subtilité, de diriger plusieurs fois mon regard du sien vers ceux de l'objet d'épouvante, afin de solliciter une explication. Rien n'y fit car mon interlocuteur, pour qui la situation était d'une banalité affligeante, me regarda étrangement en retour... Situation absurde, me dis-je !

Et pourtant, j'ai pensé : vive l'absurdité, qui vient soulager un quotidien trop pesant ! Je me suis alors mis en quête de déceler la présence de l'absurde dans mon



propre quotidien. L'un de mes collègues me vint en tête, tant il en est un exemple éloquent. Ce pourfendeur de la monotonie est un chevalier moderne. Chaque soir, il répète inlassablement le même rituel, comme chacun d'entre nous, et adresse amicalement à ses collègues la phrase suivante : « À... demain ! »

Il serait inutile de parler de cette phrase si elle ne gardait pas en elle la préciosité de l'absurdité. De fait, elle est prononcée avec une légère hésitation placée entre le « à » et le « demain », de sorte que son auteur parvient à souligner son refus

de passer sous les fourches caudines du quotidien répété. « *Tout peut arriver, et ma présence demain parmi vous n'est pas assurée* », voilà sa pensée ! Quel cran ! Car sa naïveté est touchante... Chaque matin, je le retrouve assis derrière le même bureau, et nous nous disons bonjour. À vrai dire, je ne me souviens pas qu'il n'ait jamais dérogé à cette règle implacable...

Heureux donc ceux qui parviennent de temps en temps à entrouvrir la porte de la déraison, car il est important de garder l'absurdité dans notre quotidien pour nous libérer de l'inéluctable monotonie ! ■